

# Où va la Hongrie ?

## Jakez Le Goff \*

\* *Economiste*

Depuis l'arrivée au pouvoir du Fidesz en juin 2010, Viktor Orbán se présente comme porteur d'une alternative à la pensée unique européiste. Mais de quelle alternative s'agit-il ? Nous ne rentrerons pas ici dans l'analyse de la pensée politique et de la législation sur les institutions votée par le Fidesz, dont la nouvelle Constitution. L'analyse factuelle de sa politique économique dévoile clairement, à elle seule, les vrais choix de Viktor Orbán.

### L'IMPOSSIBLE CONSOLIDATION DE LA DETTE

Le gouvernement Orbán a fait de la maîtrise de la dette et de la diminution des déficits publics un objectif central de sa politique. Il s'agit d'abord de reconquérir l'indépendance du pays, soumis depuis trop longtemps au bon vouloir des créanciers et du marché.

#### *Faire payer les multinationales*

Très rapidement après les élections du 25 avril 2010, le gouvernement a introduit des taxes de crise exceptionnelles sur les principaux secteurs économiques à présence étrangère forte : énergie, télécoms, finances, grande distribution... Les taxes de crise ne sont pas une spécificité hongroise, mais le pays s'est distingué par deux éléments : l'ampleur des prélèvements qui ont réduit de plus de 50 % les profits des secteurs concernés, d'une part, et des dispositifs fiscaux discriminatoires entre les entreprises hongroises et étrangères d'autre part.



## Où va la Hongrie ?

Le gouvernement a ainsi fait des distinctions en jouant sur les dates de création des entreprises (excluant le principal assureur hongrois car de création trop récente), l'assiette (minorant la taxe des banques hongroises qui peuvent déduire leurs participations à l'étranger de leurs actifs taxables) ou la forme juridique (la forme fédérative du premier distributeur hongrois lui permet de ne pas franchir le seuil d'imposition).

### *Faire payer les pauvres*

Parallèlement à la taxation des multinationales, le gouvernement a introduit une *flat tax* à 16 % remplaçant l'ancien impôt sur le revenu et qui, de fait, a considérablement allégé le prélèvement sur les 25 % les plus riches et a conduit à une augmentation de 5 % de la pression fiscale sur les bas salaires. La TVA sur les produits de consommation est passée à 27 %, soit la plus élevée de l'Union européenne.

Ces mesures ont fortement comprimé la demande intérieure et fait augmenter le chômage. Parallèlement, Viktor Orbán a supprimé de nombreuses aides sociales et réduit fortement la durée d'indemnisation du chômage (trois mois). Il ne s'agit pas d'un choix dicté par les contraintes financières. Le gouvernement affiche de façon explicite sa volonté de mettre fin à une politique d'assistanat héritée de l'époque communiste. Les conséquences sociales sont apparues rapidement : aggravation de la pauvreté, renforcement du travail au noir...

### *Faire payer les futurs retraités*

La séquence fiscale a été bien ordonnée : si les lois instituant les taxes de crise sur les multinationales ont été passées immédiatement après les élections législatives, le gouvernement a attendu l'automne 2010 et les élections locales pour s'attaquer aux mesures moins populaires.

Les fonds de pension obligatoires avaient été mis en place avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans les années 1995, pour garantir le financement à long terme des retraites. Chaque salarié devait obligatoirement adhérer à un fonds de pension de son choix, auquel il versait mensuellement 9 % de son salaire. Parallèlement, il continuait de verser



une contribution de 24 % de son salaire dans le régime par répartition. Onze milliards ont donc été progressivement accumulés dans ces fonds, soit 12 % du PIB de la Hongrie, au bénéfice de trois millions de cotisants.

Ces fonds ont été attaqués sur deux fronts par le gouvernement. Premièrement, ils ne sont pas reconnus par l'Union européenne comme financement public, venant en déduction de la dette publique, car les engagements de retraites non provisionnés ne sont pas intégrés dans la méthode de calcul du déficit public retenue par l'Union européenne. En conséquence, l'État qui, en ayant un fonds de pension obligatoire, renonce à une recette publique potentielle pour sécuriser le financement de ses retraites se trouve par là même sanctionné.

Deuxièmement, le gouvernement a entamé une campagne de dénigrement à l'encontre des fonds, les accusant de gestion hasardeuse, de rendements négatifs durant la dernière période de crise, quand bien même les fonds et les politiques d'investissement sont étroitement contrôlés par le superviseur financier.

Le gouvernement a alors décidé une suspension du paiement des contributions au sein des fonds de pension pour quatorze mois, les 9 % retenus sur les salaires étant versés au Trésor. Quelques semaines après, voyant l'absence de mobilisation locale et à Bruxelles, il a décidé le transfert de tous les membres vers le régime de répartition, ainsi que de leurs avoirs, sans contrepartie autre qu'une promesse de revalorisation, non chiffrée et non financée, de leurs droits dans le régime par répartition. Les individus souhaitant malgré tout rester dans les fonds de pension devaient se rendre à un guichet dans un délai de deux mois et perdaient alors leur droit au régime par répartition pour l'avenir, les 24 % de cotisation sociale retraite qu'ils étaient tenus de continuer à verser à la Sécurité sociale se transformant en impôt sans contrepartie. On comprend que 97 % des Hongrois aient opté pour le retour à l'État.

Pour parfaire sa tâche et rendre le processus irréversible, le gouvernement a alors fait voter une modification de la Loi fondamentale pour interdire à la Cour constitutionnelle hongroise toute annulation de loi ayant un impact négatif sur les finances publiques tant que la dette publique est supérieure à 50 % du PIB. Il a par ailleurs décidé la mise à mort financière des fonds ayant perdu 90 % de leurs actifs financiers : il a divisé par quatre le



taux de prélèvement autorisé pour financer leur gestion et a appliqué à leur égard l'impôt de crise calculé en pourcentage des actifs du bilan au 31 décembre 2009. Les fonds paient des impôts sur des actifs nationalisés. Leur extinction est donc programmée.

### *Un concours Lépine fiscal*

Devant la nécessité de trouver d'autres recettes, le gouvernement a innové sans limites. Certaines de ces recettes sont anecdotiques (taxe « canine » sur les chiens de race non hongroise – entendue sur les frontières d'avant 1919 –, taxe « hamburgers » sur les produits très sucrés ou très salés non hongrois, taxe sur les retransmissions de matchs retransmis à la télévision dans les bars). D'autres ont un gros impact économique et social : taxe exceptionnelle sur le secteur pharmaceutique conduisant les laboratoires à ne plus introduire sur le marché de nouveaux médicaments, taxe sur les SMS, sur les appels téléphoniques, taxe de 30 % sur l'assurance automobile obligatoire. Certaines peuvent même favoriser l'économie parallèle, comme la taxe en pourcentage sur les opérations bancaires (chèques, virements, retraits, etc.).

### *Une absence de résultats*

Cette politique fut totalement inefficace et fragilise la stabilité économique de la Hongrie à court terme : le gouvernement a certes généré une rentrée temporaire d'actifs dans ses caisses de près de 10 % du PIB, ce qui lui a permis d'acheter la paix des marchés pendant plus d'une année. Mais il n'en a tiré aucun bénéfice durable, bien au contraire :

- Les fonds ont, pour plus de 40 % du total, financé la gestion courante de l'Etat et non la baisse de la dette. Ils ont permis au gouvernement de maintenir la *flat tax* et de revenir sur quelques réformes structurelles menées par le précédent gouvernement Bajnaï, de la réouverture de nombreuses lignes de chemins de fer au rétablissement du congé maternité à trois ans, réduit à neuf mois par la gauche ;
- Une partie significative a été utilisée pour monter au capital des entreprises hongroises et tenter d'en prendre le contrôle.

Parallèlement, le gouvernement n'a ni pu ni voulu empêcher une dévaluation de la devise hongroise, le forint. En conséquence, la part de sa dette en devises a augmenté d'autant en forints. Au total, selon Eurostat, entre la fin 2010 et la fin 2011, la dette publique



# Où va la Hongrie ?

hongroise est restée quasi-stable, passant de 81,4 à 80,6 % du PIB. Mais, entre-temps, les Hongrois ont perdu leur épargne retraite représentant 9 % de leur salaire sur quinze ans.

## LA GESTION DU RISQUE DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR

La rhétorique économique de Viktor Orbán s'appuie sur la reconquête du marché intérieur par les entreprises hongroises. L'État pousse donc au départ des entreprises étrangères, notamment dans les services qui veulent se développer sur le marché intérieur hongrois. Mais il souhaite accueillir la délocalisation d'entreprises industrielles à vocation exportatrice, notamment allemandes. Pour ce faire, il a d'emblée opté pour une politique du forint faible et a repoussé aux calendes grecques son entrée dans la zone euro, prévue initialement pour 2008. Le Fidesz a, dès son arrivée, déclenché une chute, interprétée comme délibérée, du forint, en déclarant que les socialistes avaient mené le pays à une situation comparable à celle de la Grèce. Par la suite, le forint a subi de façon amplifiée tous les soubresauts liés à la crise de l'euro.

Cette politique du forint faible a eu des conséquences majeures sur le niveau d'endettement du pays. Car, malheureusement, la Hongrie est victime d'un double handicap : un taux d'endettement particulièrement élevé de l'État, représentant plus de 80 % du PIB, et une part élevée de la dette en devises tant pour l'État (plus de 30 %) que pour les entreprises (50 %) et les ménages (60 %).

### *Les raisons et conséquences de l'endettement en devises*

Cet endettement en devises était basé à l'époque sur des éléments factuels :

- les taux d'intérêt des prêts en forint étaient très élevés, du fait d'une inflation élevée et de la faible épargne disponible ; les taux d'intérêt en francs suisses, euros ou yens étaient beaucoup plus faibles et plus stables ;
- l'épargne des Hongrois étant très faible et très récente, le volume de crédits disponible en forint était limité ;
- la stabilité des taux de change était « garantie » par la politique de convergence précédant l'adhésion à l'Union économique et monétaire à l'horizon 2010.



## Où va la Hongrie ?

L'absence d'éducation financière des consommateurs, l'avidité du secteur financier associée à l'aveuglement des banques sur les risques à long terme ont donc conduit à une fragilité économique et sociale durable pour plus d'un million de ménages hongrois. En effet, après le début de la dévaluation du forint avec la crise d'octobre 2008, les Hongrois ont subi une forte hausse de leurs mensualités. Curieusement, le gouvernement Bajnai qui avait remplacé les socialistes en pleine crise morale n'a pas mis fin avant mi-2010 à l'octroi de crédits en devises pour les ménages, qui représentaient alors plus de 90 % de la production.

La politique du Fidesz a accéléré le décrochage du forint, qui a perdu 30 % de sa valeur lors des deux années précédentes, passant d'une fourchette de 240 forints hongrois par euro à 300-320. Les conséquences pour une famille peuvent être dramatiques : la mensualité de remboursement de l'emprunt peut augmenter de 80 %. La dette en forint après cinq ans de remboursement est souvent supérieure au montant emprunté. Dans le même temps, la valeur de leur maison a baissé fortement et se trouve inférieure à la valeur du crédit.

Dans un pays comme la France, une telle situation aurait créé des défauts de paiement massifs, des faillites bancaires et des révoltes sociales. Rien de tel en Hongrie où les accidents de paiement sont restés modérés (de l'ordre de 10 % des emprunteurs) pour un certain nombre de raisons : les montants empruntés dépassent rarement 50 000 euros car la majorité des ménages possède leur logement, rétrocédé à l'époque de la fin du régime communiste. L'emprunt immobilier n'est souvent pas lié à l'acquisition d'une maison. C'est de fait un crédit hypothécaire utilisé pour rénover sa maison, acheter une voiture, financer son entreprise ou encore investir en bourse. Les Hongrois préfèrent rembourser leur emprunt pour garder leur maison que de payer leurs impôts à l'Etat ; les capacités de paiement dépassent souvent les revenus déclarés du ménage, du fait de l'importance de la solidarité familiale ou de l'économie parallèle.

### *Le traitement des emprunts en devises*

Face au risque de ces crédits, Viktor Orbán a d'abord conduit les banques à proposer une diminution des remboursements repoussant une partie des mensualités de quatre ans, soulageant artificiellement les ménages durant la mandature, en espérant que le forint



se serait redressé à l'échéance. Cette proposition n'a rencontré aucun succès ; les ménages n'ont pas voulu prendre le risque de retarder le paiement de leurs crédits, poussant devant eux une bombe à retardement.

À l'automne 2011, Viktor Orbán a alors décidé de forcer les banques à accepter que leurs clients puissent rembourser leur prêt sur la base d'un taux de change du forint réévalué de 30 %. Ceci signifie pour ces dernières une perte de 30 % du capital remboursé. 30 % des clients environ ont pu bénéficier de ce remboursement anticipé, et au premier chef la classe aisée (dont de très nombreux parlementaires membres du Fidesz) qui présente les meilleures garanties. L'Etat a financé par les fonds propres des banques un cadeau de 30 % de leurs crédits aux plus aisés.

Au vu de l'énormité du coût pour elles, les banques ont négocié, avec l'appui implicite du Fonds monétaire international (FMI), de pouvoir déduire leur perte de change de la taxe spéciale. Malgré tout, l'impact sur leur solvabilité a été brutal (moins deux milliards d'euros de fonds propres environ au niveau du marché) et beaucoup ont subi une dégradation de leur notation par les agences de *rating*. Les maisons mères de la zone euro, qui représentent 60 % des crédits, elles-mêmes fragilisées par la crise, ont été forcées de recapitaliser leurs filiales. Mais elles n'ont plus qu'un seul objectif : contenir le risque hongrois et limiter au maximum leur exposition en capital. Certaines ont arrêté de prêter, se limitant à gérer leur encours. Parallèlement, la Banque centrale hongroise a dû défendre le rachat massif de francs suisses par les emprunteurs hongrois pour rembourser leurs emprunts et a vu fondre au passage une part de ses réserves en devises. Restent donc aujourd'hui dans les bilans de banques affaiblies les clients les plus fragiles. La proportion des impayés augmente et les banques les compensent par une augmentation des taux. La conséquence sur l'offre de crédits et le potentiel de croissance est très négative. Les crédits aux particuliers et entreprises sont désormais à taux plus élevés et réservés aux emprunteurs sans risque. Les financements de projets, notamment immobiliers, les crédits aux jeunes ménages et aux petites et moyennes entreprises sont pour l'essentiel stoppés.

Certes, le gouvernement a, depuis lors, arrêté de nouvelles mesures pour aider les ménages qui n'ont pu rembourser leurs prêts. Ils peuvent recevoir une aide à la conversion des prêts et une subvention de taux d'intérêt. Mais le coût de cette aide, financée



# Où va la Hongrie ?

majoritairement par les banques avec une promesse de participation de l'Etat, demeure très inférieur à l'effort fait pour les bénéficiaires du régime de remboursement anticipé.

La sortie du piège des crédits en devises aurait de toute façon été coûteuse pour les emprunteurs, l'Etat et le secteur financier. Mais la voie suivie a été d'un coût prohibitif, au bénéfice d'une petite minorité, tout en asséchant le crédit. Pour un même coût des banques et de la collectivité, une conversion totale et socialement juste des crédits aurait été possible.

## LE CONTRÔLE DE L'ÉCONOMIE

Le Fidesz reproche, avec une certaine raison, aux socialistes, héritiers des communistes, d'avoir privatisé à leur profit l'économie hongroise. Depuis son arrivée, Viktor Orbán n'a donc eu de cesse que d'essayer de reprendre la main sur l'économie par divers moyens.

### *Une approche très diversifiée*

Le début de la période a montré la volonté du gouvernement de participer au capital des grandes entreprises privées hongroises afin d'en prendre le contrôle. A l'occasion de la récupération des actifs détenus dans les fonds de pension, par exemple, le gouvernement a gardé les actions de la Banque OTP, de la société pétrolière MOL ou de Magyar Telekom. Plus tard, le gouvernement a même utilisé 1,88 milliard de crédits inutilisés de l'accord de *stand-by* Union européenne-FMI de 2008 du précédent gouvernement pour racheter au russe Surgutneftegas 21,2 % du capital de MOL. Ces choix stratégiques se sont avérés sans avenir. Nous seulement l'Etat n'a pas eu les moyens de conquérir une position de contrôle au sein de ces sociétés, mais il a dû rapidement subir des moins-values importantes du fait de la baisse des cours des sociétés, affectées par la crise.

Le gouvernement a également cherché à mettre à profit la crise pour parvenir à des prises de contrôle. Ainsi, lors de la crainte de l'effondrement du secteur bancaire face aux paiements anticipés de crédits immobiliers en devises, Viktor Orbán s'est dit prêt à faire son devoir et à venir en aide aux banques hongroises concernées, OTP et FHB en particulier. Leurs dirigeants ont alors compris qu'il fallait à tout prix éviter une prise de contrôle aux objectifs clairement politiques. Pour la première fois, même OTP a pris ses





## Où va la Hongrie ?

distances avec le gouvernement. Autre exemple, l'entreprise MAL Zrt, un des tout premiers acteurs d'Europe centrale dans le secteur de l'aluminium. Après l'accident du 4 octobre 2010 qui a vu des réservoirs de boues rouges surchargés se rompre, le gouvernement a pris le contrôle de MAL *de facto* et ne l'a pas lâché depuis.

Le gouvernement a également créé des champions nationaux détenus par des proches du Fidesz, ouvrant ainsi l'accès aux rentes publiques. L'entreprise de construction Közgep, détenue par Lajos Simicska, ancien directeur des impôts et ami de Viktor Orbán, fait désormais la une pour avoir accaparé les marchés publics de construction, de publicité, de terres agricoles. Elle est sous la surveillance de l'Organisme de lutte anti-fraude de l'Union européenne, l'OLAF. La compagnie d'assurance CIG Pannónia, fondée en 2008 par Járαι Zsigmond, ancien ministre des Finances Fidesz et gouverneur de la Banque centrale, est devenue en quelques mois l'assureur principal du secteur public.

Dans le secteur des tickets restaurant, l'Etat a remplacé un marché concurrentiel dominé par des entreprises françaises par un monopole réglementaire. Dans la grande distribution, l'Etat fait en sorte que seule la coopérative hongroise ABC puisse racheter les magasins Profi et Match du groupe franco-belge Delhaize. Dans le secteur des télécommunications, il a offert la quatrième licence de téléphonie mobile au prix de 45 millions d'euros à un opérateur sans aucune présence sur le marché, créé à la hâte à partir de la Poste hongroise et de la Banque de développement.

### *Des résultats indéniables*

Viktor Orbán reprend ainsi à son compte la tradition bien connue des régimes autoritaires accapareurs de la rente économique d'un pays. C'est tout son mérite de « réussir », dans un contexte de crise, cette prise de contrôle, bien plus difficile à opérer qu'en période de croissance et de privatisations comme celle qui a suivi la chute du Mur. Mais Viktor Orbán parvient également, avec un succès certes décroissant, à donner un accent national et populaire à ces opérations. Qui contesterait à la Hongrie le droit de constituer des champions économiques ? Qui plaint ces banques de l'Ouest qui ont développé les crédits en devises ? Qui peut jurer de la transparence des partenariats publics-privés dans le secteur de l'eau, des déchets, des infrastructures ou de l'énergie ? Qui peut garantir l'honnêteté des privatisations menées par les régimes précédents ?



# Où va la Hongrie ?

Face à ces interrogations qui rappellent une certaine dialectique « sarkozienne », la population suit les réponses simples du gouvernement. Mais apparaissent de façon croissante les mêmes noms et prête-noms derrière tous ces champions. Le décrochage accéléré du gouvernement Fidesz dans l'opinion publique s'explique par le fait que, désormais, nul ou presque n'ignore qu'une oligarchie « orbanienne » s'empare des leviers économiques avec des objectifs d'enrichissement évidents.

## L'ABSENCE DE CONTREPOIDS DE L'UNION EUROPÉENNE

L'actuelle politique économique hongroise choquerait peu s'il s'agissait d'un pays sous-développé, non membre de l'Union européenne. Mais de nombreux citoyens européens, et parmi eux bien des Hongrois, ne comprennent pas que l'Union reste presque sans voix.

La dénonciation de l'accord avec le FMI négocié par son prédécesseur a été la colonne vertébrale de la politique de redressement national de Viktor Orbán. Il a séduit les altermondialistes en renvoyant dos à dos Washington et Bruxelles, les associant directement aux périodes hongroises sombres du Moscou soviétique, du Berlin nazi ou du Vienne de l'empire austro-hongrois. Il a dû opérer un revirement spectaculaire dès novembre 2011, en demandant une assistance financière au FMI et à l'Union européenne, contraint par son incapacité à refinancer sa dette sur les marchés financiers. Mais sa rhétorique dénonçant l'impérialisme de Bruxelles n'a pas cessé pour autant.

On ne peut rien reprocher au FMI qui a fait d'un accord avec l'Union européenne un préalable à son intervention, ne se jugeant pas, à juste titre, gardien des valeurs de l'Union. Mais quelle a été la réaction de la Commission et des Etats membres à l'égard d'un Etat qui viole si allégrement les droits de la personne en privatisant les pensions, bafoue les règles du marché intérieur et de la concurrence, menace la stabilité économique de ses voisins en les contraignant à recapitaliser leurs établissements financiers au bénéfice des possédants hongrois ? L'Union européenne a été remarquablement discrète sur la politique économique de Viktor Orbán, n'exerçant aucune pression réelle, sauf sur la question d'une taxe sur les télécommunications, et subordonnant le maintien des fonds de cohésion aux seules demandes concernant le statut de la Banque centrale. Sur les sujets politiques, aucune réelle pression n'a été



exercée, à l'exception de la loi relative aux médias et de l'indépendance de la justice.

Faire peser aujourd'hui, et mollement, l'essentiel des pressions bruxelloises sur le statut de la Banque centrale est inepte : il ne s'agit en aucun cas d'une des libertés fondamentales de l'Union, et bien des Etats hors de la zone euro ont une vision limitée de cette indépendance.

Viktor Orbán joue de cette faiblesse de façon constante : pour les marchés et l'opinion internationale, il dit pousser à l'ouverture de négociations depuis novembre 2011 avec l'Union européenne et le FMI, ce qui lui permet de rassurer les investisseurs et de maintenir sa monnaie et le coût de la dette. Mais il n'ajuste en rien sa politique économique.

Le président Barroso, en saluant lors d'une rencontre expresse au mois d'avril 2012 les engagements pris par Viktor Orbán sur l'indépendance de la Banque centrale, qui permettent d'entamer les discussions sur une aide macro-économique Union européenne-FMI, n'a fait que renforcer Viktor Orbán dans son numéro d'équilibriste.

## CONCLUSION

L'avenir de la Hongrie demeurera incertain aussi longtemps que Viktor Orbán conduira sa politique.

La capacité de croissance du pays est fortement affectée : la demande interne est très faible du fait de la montée du chômage et de la pauvreté. Le pays est devenu un repoussoir pour les investisseurs internationaux à l'exception de quelques secteurs. Le marché boursier local a été asséché par la disparition des fonds de pension, principaux investisseurs de long terme ; les banques ne financent plus l'investissement qu'au compte-goutte ; le taux directeur, autour de 7 %, est parmi les plus élevés de l'Union européenne. Les indicateurs de confiance sont à la baisse. La récession est de nouveau présente depuis le début de l'année. L'OCDE retient un retour du déficit public aux alentours de 3 %, du fait de la fin du bénéfice de la nationalisation des fonds de pension.



# Où va la Hongrie ?

A court terme, l'obligation de recourir prochainement à un accord de refinancement avec le FMI ne fait pas de doute, le coût du refinancement de la dette hongroise atteignant les 10 %. Mais il s'agira probablement d'un accord subi et appliqué dans le conflit. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il ferait passer toutes les mesures de restriction à venir sous la responsabilité du FMI.

Le Fidesz s'est donné, avec la transformation de la Constitution et le bouleversement de la loi électorale, les moyens de durer au gouvernement. L'opinion publique ne le soutient plus sans pour autant se reporter sur une gauche décrédibilisée, et le parti néo-fasciste Jobbik ne constitue pas une alternative.

Les instances de l'Union européenne ne portent certes pas une responsabilité directe dans cette dérive nationaliste d'un de ses membres, qui s'explique par un syndrome national particulier. L'Union est de bon droit obnubilée par la résolution de la propre crise de son système économique et financier. Mais, à ne pas agir, elle montre à tous ceux qui seraient tentés de s'affranchir de certaines de ses valeurs fondamentales que, passé le stade de la négociation d'adhésion, elle n'est aujourd'hui qu'un tiroir-caisse pour les nouveaux Etats membres. Pour la Hongrie comme pour l'Europe, il est temps d'agir.